



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse
auprès des Nations Unies à New York

Permanent Mission of Switzerland to the United
Nations in New York

Check against delivery

Economic and Social Council of the United Nations (ECOSOC)

Substantial Session 2008

Coordination Segment

General Debate

Statement by

Mr. Olivier Chave

New York, July 8th 2008

Seul le texte prononcé fait foi

Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)

Session de fond de 2008

Segment de Coordination

Débat général

Déclaration de

M. Olivier Chave

New York, 8 Juillet 2008

Mr. President,

First of all, let me express our thanks for the report submitted by the Secretary-General on the role of the UN system in implementing the Ministerial Declaration of the ECOSOC high-level segment 2007.

Substantive progress has been made in reducing poverty and hunger worldwide. However, it has been uneven in different parts of the world. Countries with equivalent levels of per capita income show different levels of progress in job creation, employment, rural and agricultural development etc. This underscores that there are no “one size fits all-solutions” and that reality calls for differentiated, country-specific approaches.

As the 2007 Ministerial Declaration points out, the challenges related to the eradication of poverty and hunger are multidimensional in nature. Addressing them calls for actions across a large range of social and productive sectors. In this regard, the Secretary-General’s report is a valuable presentation of the actions undertaken by the UN system to respond to the Declaration.

Because of its diversity of experience and expertise, the United Nations might well be the best equipped system for addressing the complexity of poverty and hunger. To be effective, our efforts have to be coordinated carefully, especially at country level, where it can possibly make a difference.

The global and vertical initiatives and actions described in the Secretary-General’s report must therefore translate into concerted and coordinated actions at the country level and be integrated within UNDAFs.

Mr. President,

Only a few months after the Ministerial Declaration of the 2007 ECOSOC had recalled the fight against hunger as one of the main areas of action for the UN system, we experienced a global food crisis. Although warning signals had been issued by some parts of the UN system, a concerted call for action by the UN funds, programmes and agencies, and a globally coordinated response in the form of the Secretary General Task Force only occurred after the crisis had started. We should learn from this experience. In our view, the CEB HLCP and the CDP, if it succeeds to convert itself in a “think tank” with prospective capacity, could play an important role in enabling the UN system to anticipate global problems.

Finally, let me comment on a very specific point of the report related to urbanization. We believe that an integrated approach to territorial development is required to address the challenge of urbanization. In order to fight poverty and hunger in a comprehensive manner, we need an approach that combines social, environmental and economic policies with regard to rural and urban development. Urbanization should not only be seen as a problem to solve, but also as an opportunity for sustainable development.

Mr. President,

I now turn to the Secretary-General's report on the integrated and coordinated implementation of and follow up to the outcomes of the major United Nations conferences and summits in the economic, social and related fields.

We are pleased that the AMR established a multi-year programme of work, although we would have favoured a longer-term perspective. We agree with the Secretary-General that the AMR process is an effective way for the Council to assume its overall responsibilities in the integrated conference follow-up. We also support the recommendation that the report on the integrated conference follow-up be triennialized.

We recognize that the dual normative and operational nature of the UN system is one of its biggest assets. Switzerland has always encouraged UN agencies, in particular specialized agencies to better link their operational activities to their normative capacities with a view to provide the required expertise at country level in support to national priorities. We fail however to understand the Secretary general recommendation contained in paragraph 58 of the report and would welcome clarification in this regard.

Finally, we recommend that in order to further strengthen the coherence between the policy and operational level of the UN system, the coordination segment be systematically dedicated to the implementation of the Ministerial Declaration of the previous year.

Thank you Mr. President

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général pour son rapport sur le rôle du système des Nations Unies dans la mise en œuvre de la déclaration ministérielle 2007 du segment de haut niveau de l'ECOSOC.

De progrès notables ont été accomplis dans la réduction de la pauvreté et de la faim dans le monde, mais ils ne sont pas uniformément répartis. Des pays présentant des revenus par habitant similaires affichent des progrès différents en ce qui concerne la création d'emplois, le chômage, le développement rural et agricole, etc. Cette réalité nous montre qu'il n'existe pas de panacée, et qu'il faut adopter des approches différenciées, adaptées à chaque pays.

Comme le souligne la déclaration ministérielle de 2007, les défis liés à l'éradication de la pauvreté et de la faim sont de nature multidimensionnelle. Notre action doit donc couvrir un large spectre de secteurs sociaux et productifs. Dans ce contexte, le rapport du Secrétaire général nous donne un panorama bienvenu de la diversité des actions entreprises par les Nations Unies en réponse à la déclaration.

L'Organisation des Nations Unies possède une expérience et des expertises très diversifiées ; elle est donc sans doute la mieux équipée pour faire face à la complexité des phénomènes de la pauvreté et de la faim. Mais pour réussir nos efforts doivent être coordonnés avec soin, particulièrement au niveau des pays, car c'est là qu'il est finalement possible de faire une réelle différence.

Il faut donc que toutes les initiatives et actions, tant globales que verticales figurant dans le rapport du Secrétaire général, s'inscrivent dans une action concertée et coordonnée à l'échelon national, et soient intégrées dans les *UNDAFs*.

Monsieur le Président,

Quelques mois à peine après la déclaration de 2007, dans laquelle les ministres faisaient de la lutte contre la faim l'un des grands domaines d'action du système des Nations Unies, le monde a dû faire face à la crise alimentaire actuelle. Certaines entités au sein du système des Nations Unies avaient lancé des signaux d'alarme, mais la réaction n'a été coordonnée à l'échelle mondiale qu'avec la création de l'équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général, une fois que la crise avait déjà éclaté. Nous devons tirer les leçons de cette expérience.

J'aimerais revenir sur un point très spécifique du rapport, relatif à l'urbanisation : nous pensons que le défi de l'urbanisation appelle une approche intégrée du développement territorial. Pour lutter contre la pauvreté et la faim, nous devons adopter une approche du développement rural et urbain combinant des politiques économiques, sociales et environnementales. L'urbanisation ne doit plus être seulement considérée comme un problème à résoudre, mais aussi comme une opportunité de développement durable.

Monsieur le Président,

J'aimerais maintenant aborder brièvement le rapport du Secrétaire général sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes.

Nous nous félicitons que l'examen ministériel annuel ait mis en place un programme de travail pluriannuel, même si nous aurions souhaité une perspective à plus long terme. Nous sommes en plein accord avec le Secrétaire général pour reconnaître qu'un effort convenablement ciblé, passant par le processus de l'examen ministériel annuel, est une bonne façon pour le Conseil de s'acquitter de sa responsabilité générale en ce qui concerne le suivi intégré des conférences. Nous sommes aussi favorables à une soumission triennale du rapport correspondant.

Nous reconnaissons que la nature à la fois normative et opérationnelle du système des Nations Unies constitue un de ses plus grands atouts. La Suisse a d'ailleurs toujours encouragé les agences onusiennes, en particulier les agences spécialisées, à mieux lier leurs activités opérationnelles à leur capacités normatives afin de mettre leur expertise à la disposition des pays. Nous avons dans ce contexte de la peine à comprendre la recommandation du Secrétaire général au paragraphe 58 du rapport et serions heureux d'obtenir des clarifications.

Finalement, nous recommandons, afin de renforcer la cohérence entre les aspects politiques et opérationnels du système onusien, que le segment de coordination se penche systématiquement sur la mise en oeuvre de la Déclaration ministérielle de l'année précédente.

Je vous remercie, Monsieur le Président.